

Séance publique du 10 septembre 2001

Délibération n° 2001-0224

commission principale : finances et institutions

objet : **Budget supplémentaire 2001 - Budget principal**

service : Délégation générale aux affaires générales - Direction des finances et du contrôle de gestion - Service du budget

Le Conseil,

Vu le rapport du 27 août 2001, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le budget supplémentaire 2001 du budget principal est arrêté à la somme de 1 285 MF (195,884 M€) équilibré en dépenses et en recettes. Malgré ce montant élevé, ce budget supplémentaire, établi en M14, ne comporte que des écritures comptables :

- de reprise des résultats antérieurs constatés à la clôture de l'exercice 2000, soit 548 MF (84 M€) d'excédent de fonctionnement et 497 MF (76 M€) de déficit d'investissement,

- de report, en 2001, des sommes restant à réaliser à la fin de l'exercice 2000, soit 266 MF (41 M€) de dépenses et 217 MF (33 M€) de recettes,

- d'affectation à l'investissement d'une partie de l'excédent dégagé par la section de fonctionnement pour solder le déficit après reports, soit 518 MF (79 M€).

Compte tenu de ces résultats, le montant disponible à affecter au budget supplémentaire n'est que de 2,4 MF (365 €) qu'il est proposé d'affecter en dépenses imprévues de fonctionnement.

L'équilibre budgétaire 2001 n'est pas affecté par l'ensemble de ces écritures, l'autofinancement est de 465 MF, le programme d'emprunt de 947 MF.

Le tableau n° 1, ci-dessous, présente la synthèse du budget supplémentaire 2001.

Budget supplémentaire 2001 - budget principal - équilibre général (en francs) - tableau n° 1 -

Libellés	Dépenses	Recettes
investissement reports propositions nouvelles	238 176 469,77 0,00	217 000 387,24 0,00
sous-total investissement	238 176 469,77	217 000 387,24
déficit d'investissement reporté affectation de l'excédent de fonctionnement à l'investissement	497 029 624,08	518 205 706,61
total investissement	735 206 093,85	735 206 093,85
fonctionnement reports propositions nouvelles	28 309 742,10 3 193 142,01	477 790,00 830 525,82
sous-total fonctionnement	31 502 884,11	1 308 315,82

excédent de fonctionnement reporté affectation à l'investissement	518 205 706,61	548 400 274,90
total fonctionnement	549 708 590,72	549 708 590,72
total du budget supplémentaire	1 284 914 684,57	1 284 914 684,57

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses -

Les inscriptions budgétaires supplémentaires s'élèvent à 31,50 MF (4,80 M€) et correspondent, d'une part, à une proposition nouvelle augmentant la prévision de sûreté budgétaire de 3,2 MF et, d'autre part, à des reports de crédits (28,31 MF/4,316 M€) dont 60 % sont consacrés à l'habitat et au développement social urbain.

Les reports ont été limités aux seuls mouvements de régularisation ne pouvant intervenir qu'après l'arrêt des comptes et sont présentés par direction.

Direction générale des services - gestions externes (3,100 MF/0,473 M€) :

Il s'agit pour 3 MF (0,458 M€) de la participation à verser à la ville de Lyon pour l'organisation de la conférence sur l'effet de serre et pour 0,100 MF (0,015 M€) de la subvention à l'association Europe info.

Direction des finances et du contrôle de gestion (0,627 MF/0,096 M€) :

Dans le cadre des participations allouées aux budgets annexes pour les travaux primaires, un report de 0,627 MF (0,096 M€) a été effectué dont 0,268 MF (0,041 M€) concerne le budget de l'assainissement et 0,359 MF (0,055 M€) se rapporte au budget de l'eau.

Délégation générale au développement urbain (19,650 MF/2,996 M€) :

Un effort important a été réalisé à la fin de l'année 2000 pour enregistrer l'ensemble des engagements liant la Communauté urbaine à des tiers privés pour la réalisation de travaux d'aménagement dans le cadre d'opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) : les engagements en cours à mandater sur les exercices 2001 et suivants représentaient, pour ce secteur, 10,669 MF (1,626 M€).

De même, en matière d'habitat adapté 4,704 MF (0,717 M€) engagés mais pour lesquels les conditions d'attribution des participations communautaires n'étaient pas remplies, ont dû être reportés.

Parmi les études lancées en 2000 et dont les résultats n'étaient pas connus en fin d'exercice, il faut noter celle concernant l'aménagement du parc de la Feyssine à Villeurbanne (0,449 MF/0,068 M€), et celle relative au château de Curis au Mont d'Or (0,494 MF/0,075 M€).

Délégation générale aux affaires économiques et internationales (4,932 MF/0,752 M€) :

3,650 MF (0,556 M€) reportés pour appuyer la création de l'institut de biochimie des lipides ne pourront être versés en 2001 à l'INSA de Lyon et ont été réaffectés, à hauteur de 2,440 MF (0,372 M€), par décision modificative du 25 juin 2001, à la location de locaux destinés à l'accueil de jeunes entreprises dans les domaines des nouvelles technologies de l'information et des biotechnologies. Le solde a permis d'engager une subvention de 1,500 MF au CNRS pour l'aménagement et le rehaussement du bâtiment abritant l'institut de biochimie et de chimie des protéines.

**Budget supplémentaire 2001 - budget principal - section de fonctionnement - dépenses (en francs) -
tableau n° 2 -**

Directions	Reports dépenses (1)	Annulations	Propositions nouvelles (2)	Total dépenses (1) + (2)
Secrétariat général		1 143 630,83		0,00
Communication		51 149,15		0,00
Direction générale des services	3 100 000,00	4 500 723,61		3 100 000,00
mission d'audit	3 100 000,00	573 948,88		3 100 000,00
Systèmes d'information et de télécommunication		900 854,25		0,00
Ressources humaines		22 723 108,92		0,00
Finances et contrôle de gestion	627 436,28	18 141 347,81		3 820 578,29
mouvements interbudgétaires dépenses imprévues	627 436,28	3 813 125,13	3 193 142,01	627 436,28 3 193 142,01
Délégation générale aux services urbains et à la proximité		29 773,31		0,00
Logistique et bâtiments		3 009 002,47		0,00
Eau		27 550,17		0,00
Propreté		2 243 298,24		0,00
Voirie		4 521 778,50		0,00
Développement urbain	19 649 805,82	6 586 871,46		19 649 805,82
dont				
mission habitat (hors OPAH)	587 146,64	80 926,87		587 146,64
déplacements urbains	127 637,12	142 320,99		127 637,12
mission ville et hôpital	109 254,60	745,94		109 254,60
0273 : observatoire du logement	825 030,47	194 931,76		825 030,47
0409 : aides habitat privé	162 844,50	33 956,90		162 844,50
0117 : OPAH	10 668 765,38	738 988,86		10 668 765,38
0116 : surcoûts fonciers	4 703 867,00	8 658,00		4 703 867,00
0452 : gestion de proximité dans les DSU	44 500,00	522 238,79		44 500,00
développement social urbain (hors OPAH)	165 000,00	519 228,70		165 000,00
0102 : écologie	21 375,76	99 031,65		21 375,76
0072 : espaces publics	500 000,00	0,00		500 000,00
études et subventions	1 011 383,80	201 047,92		1 011 383,80
dont :				
* requalifications ZI	11 720,80	94 353,70		11 720,80
* 0314 : Villeurbanne - parc de la Feysine	448 800,00	0,00		448 800,00
* 0487 : Curis au Mont d'Or - château	494 053,00	0,00		494 053,00
missions territoriales	93 479,36	360 063,68		93 479,36
dont :				
* 0206 : Part-Dieu	93 479,36	35 479,47		93 479,36
déficits de ZAC	94 850,58	2 682 492,53		94 850,58
0185 : tronçon ouest du périphérique	226 571,44	11 044,40		226 571,44
Affaires économiques et internationales	4 932 500,00	5 783 989,58		4 932 500,00
dont				
0448 : mission technopole	4 932 500,00	1 778 097,31		4 932 500,00

Action foncière		1 085 706,06		0,00
total mouvements réels	28 309 742,10	70 748 784,36	3 193 142,01	31 502 884,01
mouvements d'ordre		417 009 219,36		
dotations charges à étaler		291 695,69		
cessions patrimoniales		9 791 871,72		
virement à l'investissement		406 925 651,95		
total budget	28 309 742,10	487 758 003,72	3 193 142,01	31 502 884,01

Les recettes -

Les reports de recettes de fonctionnement correspondent à des participations de l'Etat à recevoir au titre des observatoires du logement (0,424 MF/0,065 M€) et dans le cadre de la ZAC "des Marronniers" à Fontaines sur Saône (0,054 MF/0,008 M€).

Les propositions nouvelles constatent un reversement, par le budget de l'assainissement, d'une partie de la participation du budget principal allouée au titre des eaux pluviales (0,831 MF/0,127 M€).

Budget supplémentaire 2001 - budget principal- section de fonctionnement - recettes (en francs) - tableau n° 3 -

Directions	Reports dépenses (1)	Annulations	Propositions nouvelles (2)	Total dépenses (1) + (2)
Secrétariat général		600 000,00		
Communication		- 461 504,20		
Direction générale des services		- 2 016 275,15		
Systèmes d'information et de télécommunication		- 552 394,63		
Ressources humaines		5 411 926,85		
Finances et contrôle de gestion		- 55 083 963,78		
<i>* eaux pluviales - opération 0124</i>			830 525,82	830 525,82
Délégation générale aux services urbains et à la proximité		1 038 571,97	830 525,82	830 525,82
Logistique et bâtiments		- 770 801,79		
Propreté		- 9 475 065,69		
Voirie		10 778 634,26		
Développement urbain	477 790,00	- 1 989 437,84	0,00	477 790,00
dont :				
- 0273 : observatoires du logement	423 567,00	599 933,51		423 567,00
- participations d'équilibre aux bilans de ZAC :	54 223,00	2 448 139,71		54 223,00
* 0083 : ZAC "des Marronniers" à Fontaines sur Saône	54 223,00	350 000,00		54 223,00
Action foncière		9 028 447,90		
total des mouvements réels	477 790,00	- 43 491 862,10	830 525,82	1 308 315,82
mouvements d'ordre		10 681 543,02		
total budget	477 790,00	- 32 810 319,08	830 525,82	1 308 315,82

SECTION D'INVESTISSEMENT

Pour mémoire, le montant des crédits reportés en 2000 avait été limité à 56,03 MF en dépenses et 56,56 MF en recettes, compte tenu de l'analyse des budgets d'investissement 1999 et 2000 en crédits de paiement.

Cette année, l'ensemble des engagements comptables restant à réaliser à la fin de l'exercice 2000 a fait l'objet d'un report de crédits sur l'année en cours.

La réinscription de ces nombreuses lignes en complément des crédits provisoires, votés pour le démarrage comptable de l'exercice, a ainsi assuré la continuité de l'action de la collectivité nonobstant l'approbation reculée de la programmation pluriannuelle 2001-2003, le 22 janvier 2001 et du budget primitif, le 26 février 2001.

L'essentiel de ces reconductions est réalisé pour les domaines opérationnels. Les montants ainsi reportés correspondent au total à 238,2 MF (36,31 M€) en dépenses et à 217 MF (33,08 M€) en recettes.

A la mi-avril 2001, 96 MF (14,64 M€) de ces crédits reportés en dépenses restaient à mandater. Ils font l'objet d'une réaffectation par décisions modificatives sur les thèmes privilégiés de la voirie de proximité, du foncier et de la politique de la ville.

Les dépenses -

Les transferts de prévision sur 2001 concernent pour 235,7 MF (35,93 M€) le périmètre opérationnel ; ils augmentent de 13,50 % l'inscription correspondante du budget primitif (1 741 MF/265,41 M€).

Le solde, soit 2,4 MF (0,37 M€), est répertorié sous la rubrique des mouvements financiers. Il s'agit, d'une part, de prévisions pour le versement d'avances de trésorerie à mandataires et, d'autre part, de la constatation de la créance de FCTVA à récupérer pour l'investissement effectué dans les cimetières communautaires.

L'essentiel des réinscriptions concerne les interventions pour les déplacements urbains (85,7 MF/13,07 M€), premier poste financier de la section au compte administratif 2000. Le montant des engagements restant à mandater est d'ailleurs particulièrement significatif pour les travaux de l'axe Vivier Merle à Lyon 3° (25,5 MF/3,88 M€) et sur les espaces publics jalonnant le tracé du tramway (17,8 MF/2,71 M€).

Pour les actions relevant du développement économique (57,6 MF/8,78 M€), ce sont les chantiers relatifs à la ZAC "Long de Feuilley" à Saint Priest, (15,7 MF/2,39 M€), les centres de quartier à Lyon 8° (10,6 MF/1,62 M€) et Lyon 9° (6,9 MF/1,05 M€), le parc de Gerland à Lyon 7° (6,3 MF/0,96 M€) qui constituent les principaux reports sur 2001.

Budget supplémentaire 2001 - budget principal - section d'investissement - dépenses (en francs) - tableau n° 4 -

Domaines opérationnels	Reports dépenses (1)	Annulations	Propositions nouvelles (2)	Total dépenses (1 + 2)
Développement économique et emploi	57 608 206,75	17 614 647,61	0,00	57 608 206,75
offres de sites	53 869 757,21	13 070 192,98		53 869 757,21
opérations d'urbanisme à dominante économique	379 430,47	1 214 085,53		379 430,47
actions économiques	0,00	612 901,29		0,00
requalification ZI et reconquête de friches	3 359 019,07	2 717 467,81		3 359 019,07
Grands équipements d'agglomération	8 946 593,31	2 149 930,66		8 946 593,31
Déplacements urbains	85 711 098,01	47 983 581,70	0,00	85 711 098,01
tronçon nord du périphérique	7 742 240,70	2 074 463,54		7 742 240,70
voirie individualisée	19 007 349,05	30 675 670,87		19 007 349,05
actions de proximité	11 022 425,99	6 494 865,22		11 022 425,99
transports en commun	46 654 361,30	6 856 958,48		46 654 361,30
gestion de trafic	1 284 720,97	1 381 623,59		1 284 720,97

tronçon ouest du périphérique		500 000,00		0,00
Habitat et politique de la ville	25 226 117,41	6 903 422,46	0,00	25 226 117,41
développement social urbain habitat	25 226 117,41	6 903 422,46		25 226 117,41
Urbanisme	25 667 006,09	12 407 543,32	0,00	25 667 006,09
plan d'aménagement d'ensemble	3 810 651,17	3 118 308,10		3 810 651,17
ZAC travaux primaires	2 626 533,71	1 469 354,64		2 626 533,71
centralité et urbanisme commercial	16 037 401,21	6 653 795,07		16 037 401,21
avant-projet d'urbanisme	3 192 420,00	1 166 085,51		3 192 420,00
Aménagement des espaces publics	10 415 805,74	1 649 963,57		10 415 805,74
Investissement foncier	6 258 881,40	2 298 472,26	0,00	6 258 881,40
réserves foncières	1 610 971,40	98 555,39		1 610 971,40
autres investissements fonciers	4 647 910,00	2 199 916,87		4 647 910,00
Ecologie urbaine	2 757 404,62	1 618 354,18	0,00	2 757 404,62
propreté	1 586 534,29	1 424 732,40		1 586 534,29
écologie	1 170 870,33	193 621,78		1 170 870,33
Incendie et secours	0,00	419 955,45		0,00
Maintenance et renouvellement	13 015 596,19	9 787 908,65	0,00	13 015 596,19
bâtiments	7 727 894,27	6 421 356,39		7 727 894,27
informatique	2 295 588,78	2 732 405,29		2 295 588,78
ouvrages d'art	2 752 573,49	386 644,51		2 752 573,49
mobilier et matériels	239 539,65	196 348,42		239 539,65
véhicules		51 154,04		0,00
Limonest hôtel de Ville (hors PPI)	174 170,04	223,99		174 170,04
sous-total investissement opérationnel	235 780 879,56	102 834 003,85	0,00	235 780 879,56
mouvements financiers	2 395 590,21	67 430 167,26	0,00	2 395 590,21
total investissement	238 176 469,77	170 264 171,11	0,00	238 176 469,77

**Budget supplémentaire 2001 - budget principal d'investissement - dépenses - mouvements financiers
(en F) - tableau n° 5 -**

N°	Mouvements financiers	Reports dépenses (1)	Annulations	Propositions nouvelles (2)	Total dépenses (1 + 2)
0276	TLE (hors PPI)		378 683,43		0,00
	dépôts et cautions		55 944,51		0,00
	sûreté budgétaire		39 785 204,66		0,00
	emprunt à long terme		64 752,24		0,00
	écritures foncières (opération 0305/0027/0317/0096)		7 232 140,00		0,00
	avance à mandataires	1 722 753,73	5 600 754,62		1 722 753,73
	autres (réserves DGDU)		1 456 005,78		0,00
	Sous-total mouvements réels	1 722 753,73	54 573 485,24	0,00	1 722 753,73
	charges à étaler		10 681 143,02		0,00
	écritures foncières pour ordre (échanges, cessions)		1 965 478,00		0,00
	acquisitions foncières gratuites		18 305,00		0,00
	différence sur réalisations d'actifs		400,00		0,00

0110	intégration des frais d'études récupération de la TVA sur les cimetières	672 836,48	191 356,00 0,00		0,00 672 836,48
	Sous-total mouvements pour ordre	672 836,48	12 856 682,02	0,00	672 836,48
	Total des mouvements financiers	2 395 590,21	67 430 167,26	0,00	2 395 590,21

Les recettes -

905,47 MF (138,04 M€) de prévisions sont encore à exécuter au titre de l'exercice 2000.

688,5 MF (104,96 M€) de prévision sont annulés à la fin de l'année : 406,93 MF (62,04 M€) au titre du prélèvement sur la section de fonctionnement, 341,92 MF (52,13 M€) en programme d'emprunts long terme et 89 MF (13,6 M€) de recettes sur opérations. Le prélèvement ou autofinancement prévisionnel n'est jamais réalisé. Il entre dans la composition de l'excédent de fonctionnement qui fait l'objet d'une affectation à l'investissement de l'année suivante.

217 MF sont reportés sur 2001 (33,08 M€).

96,85 MF (14,77 M€) sont des écritures financières. Elles se décomposent ainsi : reconduction d'une enveloppe de 27 MF (4,12 M€) d'emprunt long terme ; 9,22 MF (1,41 M€) pour le remboursement de l'avance versée en 2000 au budget annexe des opérations d'urbanisme en régie directe et enfin, 59,76 MF (9,11 M€) qui représentent les sommes allouées aux mandataires de la Communauté et qui restent à régulariser comptablement après la réception de justificatifs de paiement. Les crédits de dépenses qui sont mandatés simultanément pour ces opérations font également l'objet de reports sur l'année en cours.

Un solde de 0,67 MF (0,10 M€) est repris sur 2001, il correspond comme en dépenses, à un mouvement pour ordre relatif à la TVA restant à récupérer sur les travaux communautaires dans les cimetières de Rillieux la Pape et de Bron.

Les inscriptions de recettes reconduites pour les domaines opérationnels (120,2 MF/18,33 M€) sont essentiellement de deux natures.

Les concours financiers pour la réalisation d'équipements communautaires (compte 13) représentent 62,8 MF (9,57 M€) dont 41,1 MF (6,27 M€) encaissables du SYTRAL qui bénéficie de divers aménagements engagés sur les voiries communautaires (9,75 MF/1,49 M€), des travaux de construction du site propre sur la commune de Vaulx en Velin (1,4 MF/0,21 M€) mais également de la requalification du boulevard Vivier Merle à Lyon 3° pour le réseau du tramway (30 MF/4,57 M€).

Le solde des participations aux travaux confiés en mandat à la Communauté urbaine et des avances à recevoir pour l'acquisition de biens fonciers au bénéfice des communes (compte 45) s'élève à 56,72 MF (8,65 M€). Pour la seule opération du parc de Gerland à Lyon 7°, une prévision de 24,54 MF (3,74 M€) est ainsi reconduite, 11,21 MF (1,71 M€) sont encore attendus des divers partenaires de la Communauté urbaine pour le financement d'équipements des quartiers en développement social urbain.

Budget supplémentaire 2001 - budget principal - section d'investissement - recettes (en F) - tableau n° 6 -

Domaines opérationnels	Reports recettes (1)	Annulations	Propositions nouvelles (2)	Total recettes (A + B)
Développement économique et emploi	34 502 500,00	5 631 586,76	0,00	34 502 500,00
offres de sites	34 502 500,00	4 857 460,00		34 502 500,00
actions économiques		774 126,76		0,00
Grands équipements d'agglomération	0,00	- 75 432 082,93		0,00
Déplacements urbains	53 069 238,49	- 1 294 299,58	0,00	53 069 238,49
tronçon nord du périphérique	8 600 000,00	0,00		8 600 000,00
voirie individualisée		- 1 962 047,00		0,00
actions de proximité	387 997,24	-207 200,00		387 997,24
transports en commun	44 081 241,25	874 947,42		44 081 241,25

Habitat et politique de la ville	14 012 404,03	- 16 080 672,61	0,00	14 012 404,03
développement social urbain	14 012 404,03	- 16 080 672,61		14 012 404,03
Urbanisme	4 757 697,00	1 140 359,21	0,00	4 757 697,00
plan d'aménagement d'ensemble		174 896,33		0,00
ZAC travaux primaires		330 462,88		0,00
centralité et urbanisme commercial	4 757 697,00	635 000,00		4 757 697,00
Aménagement des espaces publics	3 211 837,00	270 001,06		3 211 837,00
Investissement foncier	6 579 585,17	- 91 105,00	0,00	6 579 585,17
réserves foncières		8 895,00		0,00
autres investissements fonciers	6 579 585,17	- 100 000,00		6 579 585,17
Ecologie urbaine	3 344 178,00	- 2 429 830,00	0,00	3 344 178,00
propreté	3 344 178,00	- 1 318 000,00		3 344 178,00
écologie		- 1 111 830,00		0,00
Maintenance et renouvellement	672 836,48	0,00	0,00	672 836,48
bâtiments	672 836,48	0,00		672 836,48
Limonest hôtel de Ville (hors PPI)		-710 836,51		0,00
sous-total investissement opérationnel	120 150 276,17	- 88 996 879,60	0,00	120 150 276,17
mouvements financiers	96 850 111,07	777 466 757,32	0,00	96 850 111,07
total investissement	217 000 387,24	688 469 877,72	0,00	217 000 387,24

Budget supplémentaire 2001 - budget principal d'investissement - recettes - mouvements financiers (en F) - tableau n° 7 -

N°	Mouvements financiers	Reports recettes (1)	Annulations	Propositions nouvelles (2)	Total recettes (1 + 2)
0276	TLE (hors PPI)		- 19 946 314,59		0,00
	participations pour non-réalisation d'aires de stationnement		- 331 373,00		0,00
	dépôts et cautions		18 373,00		0,00
	créances sur tiers		- 0,56		0,00
	emprunt à long terme	27 000 000,00	341 918 000,50		27 000 000,00
	avance à mandataires	59 758 842,41	36 815 069,61		59 758 842,41
	avance au BAOURD (régul. mouvement 1996 par dépenses)	9 227 076,18	0,00		9 227 076,18
	sous-total mouvements réels	95 985 918,59	358 473 754,96	0,00	95 985 918,59
	charges à étaler		291 695,69		0,00
	écritures foncières pour ordre (échanges, cessions)		8 678 973,44		0,00
	acquisitions foncières gratuites		1 983 783,00		0,00
	différence sur réalisation d'actifs		1 112 898,28		0,00
	intégration des frais d'études	191 356,00	0,00		191 356,00
	virement de la section de fonctionnement		406 925 651,95		0,00
0110	récupération de la TVA sur les cimetières	672 836,48	0,00		672 836,48

	sous-total mouvements pour ordre	864 192,48	418 993 002,36	0,00	864 192,48
	yotal des mouvements financiers	96 850 111,07	777 466 757,32	0,00	96 850 111,07

Vu ledit dossier ;

Vu ses délibérations n° 2001-6213, 2001-6378 et 2001-0100 en date des 22 janvier, 26 février et 25 mai 2001 ;

Ouï l'avis de sa commission finances et institutions ;

DELIBERE

1° - Approuve le budget supplémentaire pour l'exercice 2001 du budget principal arrêté à la somme de 1 284 914 684,57 F (195 883 980,90 €).

2° - Précise qu'à l'égard du comptable public, cette approbation porte sur les montants à l'échelon du chapitre dans chacune des sections, le budget étant en M 14 voté par nature.

3° - Décide de :

a) - l'affectation de 518 205 706,61 F (78 999 950,70 €) d'excédent de clôture de fonctionnement à la couverture du déficit d'investissement,

b) - l'attribution des subventions et fonds de concours à des tiers tels qu'ils apparaissent dans l'état annexé au document budgétaire.

4° - Autorise monsieur le président à solliciter auprès des organismes prêteurs, les emprunts à réaliser pour assurer la trésorerie et les moyens de paiement en 2001.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,